



DOSSIER DÉPARTEMENTAL SUR LES ISQUES MAJEURS

les Alpes-de-Haute-Provence

2017





PRÉFECTURE DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE



L'information des populations sur les risques naturels et technologiques prévisibles est une des actions prioritaires des pouvoirs publics.

Le citoyen est le premier acteur de sa sécurité et de celle de ses proches. A ce titre, il doit être informé des risques naturels et technologiques majeurs auxquels il peut être confronté et des mesures de sauvegarde à mettre en œuvre. C'est une condition essentielle pour qu'il acquière un comportement

responsable face au risque.

Le dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM), qui vient d'être réactualisé, recense les risques naturels et technologiques majeurs auxquels chacune des communes des Alpes-de-Haute-Provence est potentiellement exposée.

Les informations contenues dans ce document sont déclinées pour chaque commune dans le porter à connaissance sur les risques, photographie des risques naturels sur les territoires. Les maires des 199 communes des Alpes-de-Haute-Provence ont la charge, dans cette organisation collective de la gestion des risques, de relayer auprès de leurs administrés ces informations au travers des Dossiers d'Information Communaux sur les Risques Majeurs (DICRIM) et des Plans Communaux de Sauvegarde (PCS). Le DDRM doit servir de socle pour la réalisation de ces documents essentiels à l'information des citoyens. Il est également essentiel pour les responsables des établissements recevant du public et les sites industriels.

Cette nouvelle version, actualisée et enrichie est disponible dès à présent sur site Internet de la préfecture.

Le préfet des Alpes-de-Haute-Provence

Hernard GUERIN





dans les Alpes-deHaute-Provence

- Inondation
- Mouvement de terrain
- Sismique
- Avalanche
- Feu de forêt
- **■** Climatique





Castellane Basses Listes

Inondation









PLUIE-INONDATION

LES 8 BONS COMPORTEMENTS

en cas de pluies méditerranéennes intenses



JE M'INFORME

et je reste à l'écoute des consignes des autorités dans les médias et sur les réseaux sociaux en suivant les comptes officiels



JE NE PRENDS PAS MA VOITURE ET JE REPORTE MES DÉPLACEMENTS



JE ME SOUCIE DES PERSONNES PROCHES,

de mes voisins et des personnes vulnérables



JE M'ÉLOIGNE Des cours d'eau

et je ne stationne pas sur les berges ou sur les ponts



JE NE SORS PAS

Je m'abrite dans un bâtiment et surtout pas sous un arbre pour éviter un risque de foudre



JE NE DESCENDS PAS DANS LES SOUS-SOLS ET JE ME RÉFUGIE EN HAUTEUR, EN ÉTAGE



JE NE M'ENGAGE NI En voiture ni à pied

Pont submersible, gué, passage souterrain... Moins de 30 cm d'eau suffisent pour emporter une voiture



JE NE VAIS PAS Chercher Mes Enfants à l'école,

ils sont en sécurité

JE CONNAIS LES NIVEAUX DE VIGILANCE

- Phénomènes localement dangereux
- Phénomènes dangereux et étendus
- Phénomènes dangereux d'intensité exceptionnelle

J'A

J'AI TOUJOURS CHEZ MOI UN KIT DE SÉCURITÉ

Radio et lampes de poche avec piles de rechange, bougies, briquets ou allumettes, nourriture non périssable et eau potable, médicaments, lunettes de secours, vêtements chauds, double des clés, copie des papiers d'identité, trousse de premier secours, argent liquide, chargeur de téléphone portable, articles pour bébé, nourriture pour animaux.

JE NOTE LES NUMÉROS UTILES

Ma mairie 112 ou 18 Pompiers 15 SAMU 17 Gendarmerie, Police





www.interieur.gouv.fr

www.developpement-durable.gouv.fr #pluieinondation





Dommages sur bâtiment ancien hameau des Gleisolles

Sismique

LE RISQUE SISMIQUE dans les Alpes-de-Haute-Provence

La connaissance des phénomènes

De 2000 à 2010, les séismes ont provoqué près de 700.000 morts dans le monde.

Même si la France est globalement un pays à sismicité modérée, des séismes destructeurs ont eu lieu par le passé, aux Antilles, mais aussi sur le reste du territoire (Lambesc en Provence en 1909), et se reproduiront dans le futur. En outre, des séismes plus faibles, mais plus fréquents, peuvent aussi avoir des conséquences humaines et économiques significatives.

Aujourd'hui, le phénomène sismique est assez bien connu, mais :

il reste toujours impossible de prévoir où, quand et avec quelle intensité un séisme surviendra. Les connaissances scientifiques actuelles ne permettent pas de donner l'alerte assez tôt avant l'arrivée des ondes destructrices du séisme, en vue notamment de faire évacuer les bâtiments.

Les pertes humaines lors des séismes sont essentiellement dues à l'effondrement des constructions sur les populations et, dans certains cas aux conséquences de l'endommagement d'autres types d'ouvrages (incendies dus à la rupture de réseaux de gaz, inondations résultant d'ouvrages hydrauliques ou hydroélectriques, etc.).

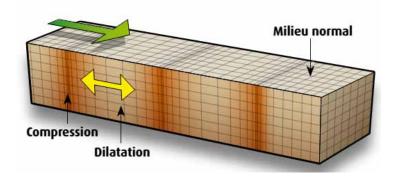
Qu'est ce qu'un séisme?

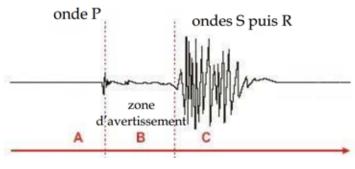
Un séisme est provoqué par une rupture brutale des roches le long d'un plan de faille en profondeur. Ceci entraîne une brusque libération d'énergie et la propagation d'ondes sismiques de deux sortes :

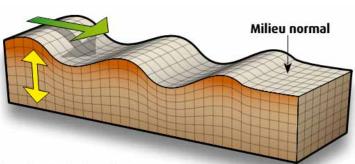
Les ondes de volume

Elles peuvent se réfléchir ou se réfracter comme la lumière. On en distingue deux types :

- → Les ondes P (Primaire) rapides 8 km/s, provoquant le grondement sourd annonciateur du tremblement de terre. Ces ondes compriment puis étirent le milieu traversé.
- → Les ondes S (Secondaire) dites de cisaillement ou transversales environ deux fois plus lentes.





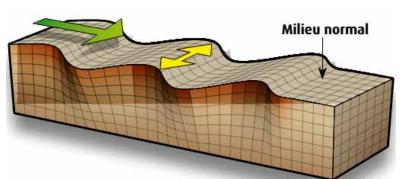






Les ondes de surface

Comparables à des rides à la surface de l'eau, ces ondes naissent à la suite d'interférences entre les ondes volumétriques P et S. On distingue les ondes Love et les ondes de Rayleigh.



Le séisme est caractérisé par :

Sa magnitude : elle traduit l'énergie libérée par le séisme. Elle est généralement mesurée par l'échelle ouverte de Richter, et est exprimée en degrés (de 1 à 9 ou plus).

Magnitude	Énergie libérée	Durée de la rupture	Valeur moyenne du rejet	Longueur moyenne du coulissage	Nbre de séismes par an dans le monde (ordre de grandeur)	
9	E x 30 ^s	250 s	8 m	800 km	1 tous les 10 ans	
8	E x 30 ⁴	85 s	5 m	250 km	1	
7	E x 30 ³	15 s	1 m	50 km	10	
6	E x 30 ²	3 s	20 cm	10 km	100	
5	E x 30	1 s	5 cm	3 km	1 000	
4	E	0,3 s	2 cm	1 km	10 000	
3	E/30				> 100 000	
2	E/30 ²					
1	E/303					

Son intensité (lo): elle mesure la sévérité des secousses en un lieu donné. Ce n'est pas une mesure directe, mais une appréciation de la manière dont le séisme se traduit

en surface en fonction des effets et dommages constatés. On utilise habituellement une échelle graduée de l à XII, généralement l'échelle EMS98.





Cheminée endommagée Vallée de l'Ubaye

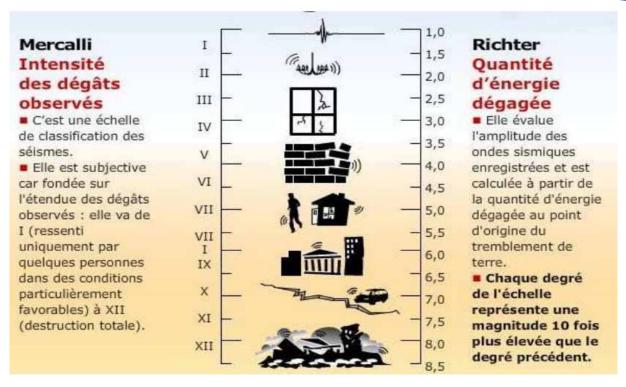
Sismique

Intensité EMS	Définition	Description des effets typiques observés (résumé)
1	Non ressenti	Non ressenti.
II	Rarement ressenti	Ressenti uniquement par quelques personnes au repos dans les habitations.
Ш	Faible	Ressenti à l'intérieur des habitations par quelques personnes. Les personnes au repos ressentent une vibration ou un léger tremblement.
IV	Largement observé	Ressenti à l'intérieur des habitations par de nombreuses personnes, à l'extérieur par très peu. Quelques personnes sont réveillées. Les fenêtres, les portes et la vaisselle vibrent.
V	Fort	Ressenti à l'intérieur des habitations par la plupart, à l'extérieur par quelques personnes. De nombreux dormeurs se réveillent. Quelques personnes sont effrayées. Les bâtiments tremblent dans leur ensemble. Les objets suspendus se balancent fortement. Les petits objets sont déplacés. Les portes et les fenêtres s'ouvrent ou se ferment.
VI	Dégâts légers	De nombreuses personnes sont effrayées et se précipitent dehors. Chutes d'objets. De nombreux bâtiments subissent des dégâts non structuraux comme de très fines fissures et des chutes de petits morceaux de plâtre.
VII	Dégâts	La plupart des personnes sont effrayées et se précipitent dehors. Les meubles se déplacent et beaucoup d'objets tombent des étagères. De nombreux bâtiments ordinaires bien construits subissent des dégâts modérés : petites fissures dans les murs, chutes de plâtre, chutes de parties de cheminées ; des bâtiments plus anciens peuvent présenter de larges fissures dans les murs et une défaillance des cloisons de remplissage.
VIII	Dégâts importants	De nombreuses personnes éprouvent des difficultés à rester debout. Beaucoup de bâtiments ont de larges fissures dans les murs. Quelques bâtiments ordinaires bien construits présentent des défaillances sérieuses des murs, tandis que des structures anciennes peu solides peuvent s'écrouler.
IX	Destructions	Panique générale. De nombreuses constructions peu solides s'écroulent. Même des bâtiments bien construits présentent des dégâts très importants : défaillances sérieuses des murs et effondrement structural partiel.
X	Destructions importantes	De nombreux bâtiments bien construits s'effondrent.
XI	Catastrophe	La plupart des bâtiments bien construits s'effondrent, même ceux ayant une bonne conception parasismique sont détruits.
XII	Catastrophe généralisée	Pratiquement tous les bâtiments sont détruits.







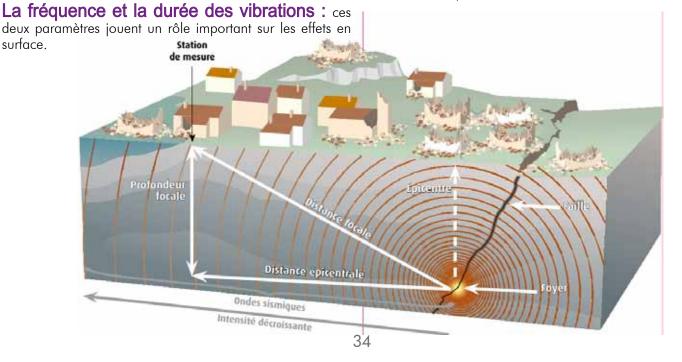


Son foyer: c'est l'endroit de la faille où commence la rupture et d'où partent les premières ondes sismiques.

Son épicentre: c'est le point situé à la verticale du foyer sur la surface terrestre. L'épicentre n'est pas forcément le siège des dégâts les plus importants, car le mouvement du sol peut varier en fonction de la topographie et de la constitution du sous-sol (effets de site).

Effets de site: Selon la topographie (butes ou falaises) ou la nature du sol, le signal sismique peut être modifié, souvent amplifié, ce qui peut avoir des conséquences importantes sur le bâti.

Effets induits: Ce sont des événements déclenchés par le séisme tels que les mouvements de terrain (glissements ou chutes de blocs), les avalanches, les tsunamis ou raz-demarée ou la liquéfaction des sols.



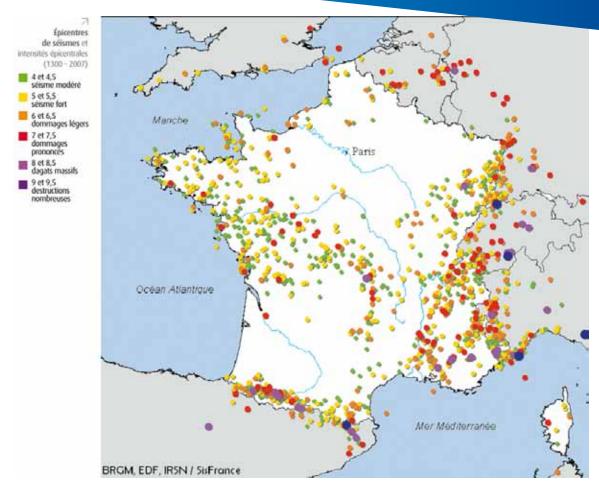




Les séismes en France de 1300 à 2007

Date	Localisation épicentrale	Région ou pays de l'épicentre	Intensité épicentrale		
18.10.1356	Jura suisse	Alsace	1X		
02.02.1428	Cerdagne (Puigcerda)	Espagne, Pyrénées orientales	IX		
18.02.1887	Ligurie (Riviera di Ponente)	Italie, Alpes maritimes	IX		
21.06.1660	Bigorre (Bagnères-de-Bigorre)	Pyrénées centrales	VIII-IX		
11.06.1909	Trevaresse (Lambesc)	Provence	AIII-IX		
01.03.1490	Limagne (Riom)	Auvergne	VIII		
23.06.1494	Alpes niçoises (Roquebillière)	Alpes maritimes	VIII		
13.12.1509	Moyenne Durance (Manosque)	Alpes provençales	VIII		
20.07.1564	Alpes niçoises (La Bollène-Vésubie)	Alpes maritimes	VIII		
18.01.1618	Alpes niçoises (Coaraze)	Alpes maritimes	VIII		
15.02.1644	Alpes niçoises (Roquebillière)	Alpes maritimes	VIII		
12.05,1682	Hautes Vosges (Remiremont)	Vosges	VIII		
14.08.1708	Moyenne Durance (Manosque)	Alpes provençales	VIII		
24.05.1750	Bigorre (Juncalas)	Pyrénées centrales	VIII		
12.12.1855	Haut Verdon (Chasteuil)	Alpes provençales	VIII		
13.08.1967	Béarn (Arette)	Pyrénées occidentales	VIII		
21.11.2004	Guadeloupe (les Saintes)	Antilles	VIII		
29.06.1477	Limagne (Riom)	Auvergne	VII-VIII		
15.02.1657	Plateau de Sainte-Maure (Sainte-Maure)	Touraine	VII-VIII		
06.10.1711	Loudunois (Loudun)	Poitou	VII-VIII		
10.08.1759	Entre-Deux-Mers	Bordelais, Guyenne	VII-VIII		
09.01.1772	Gâtine (Parthenay)	Poitou	VII-VIII		
23.01.1773	Tricastin (Clansayes)	Dauphiné	VII-VIII		
25.01.1799	Marais Breton (Bouin)	Pays nantais et vendéen	VII-VIII		
20.03.1812	Basse Durance (Beaumont-de-Perthuis)	Vaucluse	VII-VIII		
19.02.1822	Bugey (Belley)	Bresse et Jura bressan	VII-VIII		
20.07.1854	Lavedan (Argelès-Gazost)	Pyrénées centrales	VII-VIII		
19.05.1866	Laragne (La Motte-du-Caire)	Alpes provençales	VII-VIII		
19.07. et 08.08.1873	Tricastin (Châteauneuf-du-Rhône)	Dauphiné	VII-VIII		
14.05.1913	Moyenne Durance (Volx)	Alpes provençales	VII-VIII		
30.11,1951	Haut Verdon (Chasteuil)	Alpes provençales	VII-VIII		
05.04.1959	Ubaye (Saint-Paul)	Alpes provençales	VII-VIII		
25.04.1962	Vercors (Corrençon-en-Vercors)	Dauphiné	VII-VIII		
29.02.1980	Ossau (Arudy)	Pyrénées occidentales	VII-VIII		



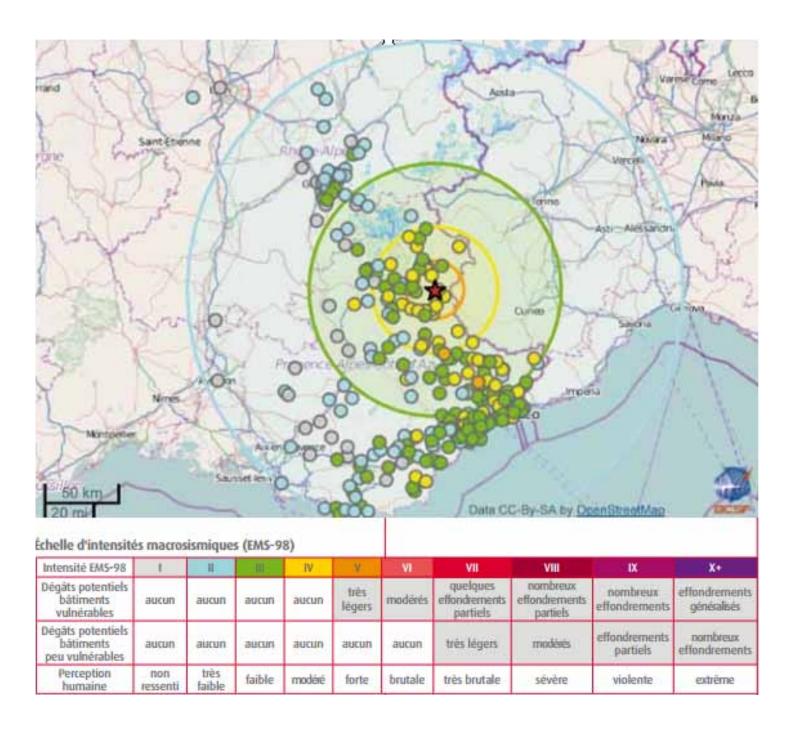


Les séismes ≥ 3 sur le département de 2010 à 2016

Localisation	Date	HTU
Séisme 23 km N de Digne (dept. 04, 3h48 locale, M=4.1)	10/11/16	02h48
Séisme 22 km N de Digne (dept. 04, 3h45 locale, M=3.6)	10/11/16	02h45
Séisme 12 km NW de La Javie (Alpes de Haute-Provence, 16h35 locale,M=3.9)	09/11/16	15h35
Séisme 4 km N de Barcelonnette (Dépt.04, 5h03 locale, M=4,4)	06/11/15	04h03
Seisme 11 km NE Barcelonnette (dept. 4,le 11/04/15 à 7:33 heure locale, ML= 3.7)	11/04/15	05h33
Séisme nord de Barcelonnette (dept. 4,le 10/02/15 à 6h39 heure fr, ML= 3.5)	10/02/15	05h39
Séisme 9 km N de Barcelonnette (dept. 04, le 12/09/14 à 23h26 heure fr, ML= 3.6)	12/09/14	21h26
Séisme 11 km NNE de Barcelonnette (dept. 04,le 14/07/14 à 5h09 heure fr, ML= 3.8)	14/07/14	03h09
Séisme 14 km N de Barcelonnette (Dép 04,03h32 heure FR, ML=3,9)	22/06/14	01h32
Séisme 7km E de Guillestre, (dept. 04,le 12/06/14 à 13h46 heure fr, ML= 3.7)	12/06/14	11h46
Séisme NW de Barcelonnette, (dept. 04,le 7/04/14 à 21h27 heure fr, ML= 5.2)	07/04/14	19h27
Séisme 12km NE de Barcelonnette (le 21/12/2013 à 17h09 heure fr, MI 3,5)	21/12/13	16h09
Séisme 17km au N de Digne (dept 04, le 01/06/2013 à 18h31 heure locale, magnitude 3.7)	01/06/13	16h31
Séisme 10 km au SE de Forcalquier (Dép 04, le 19/09/2012 à 20h56 heure fr, ML=3,4)	19/09/12	18h56
Séisme N de Barcelonnette, (dept. 04,le 8/03/12 à 19h26 heure locale, ML= 3.6)	08/03/12	18h26
Séisme NE de Barcelonnette, (dept. 04,le 8/03/12 à 00h30 heure locale, ML= 3.6)	07/03/12	23h30









Le zonage sismique

Réf : Site prim.net (http://www.risquesmajeurs.fr/le-risque-sismique):

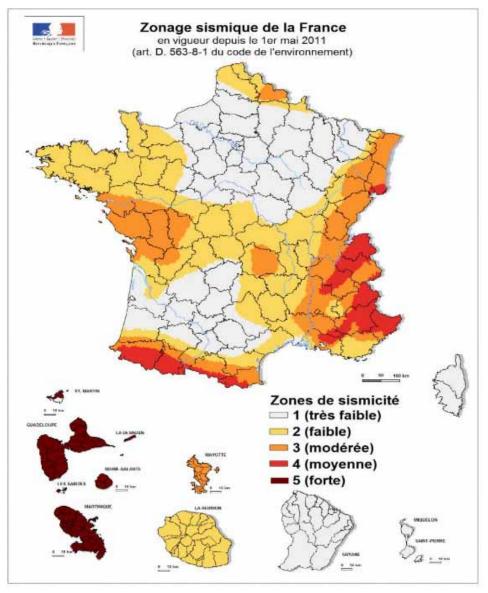
La France métropolitaine est considérée comme ayant une sismicité moyenne en comparaison de celle des Antilles par exemple. Ainsi, le seul séisme d'une magnitude supérieure à 6 qui a eu lieu en France métropolitaine au XXème siècle est celui dit de Lambesc (Bouches du Rhône), au sud du Luberon, le 11 juin 1909, qui fit 46 morts. Les Alpes, la Provence, les Pyrénées, l'Alsace sont

considérées comme les régions où l'aléa sismique est le plus fort en métropole. Dans ces régions assez montagneuses, outre les effets directs d'un séisme sur les constructions, les très nombreux mouvements de terrain potentiels peuvent aggraver le danger. Les autres régions où la sismicité n'est pas négligeable sont le Grand Ouest, le Massif central, la région Nord et les Vosqes.

Le zonage sismique de la France depuis 2010

Référence légale : Décret no 2010-1255 du 22 octobre 2010 codifié art D 563-8-1 du Code de l'Environnement en vigueur depuis le 1er mai 2011.

Ce zonage est basé sur un découpage communal selon 5 zones :





Le département des Alpes de Haute-Provence a choisi de développer des PPRN multirisques qui traitent la plupart du temps de l'ensemble des risques naturels prévisibles du territoire d'une commune (inondation incendies et glissement de terrain). 33 PPRN du département traitent le risque sismique.

La surveillance et l'information de la population

La surveillance régionale des phénomènes sismologiques revêt plusieurs aspects scientifiques et techniques mais aussi historiques. L'information des populations est donnée par le Maire (DICRIM) et par le Préfet (DDRM et TIM).

La surveillance

La prévention s'appuie sur la surveillance de la sismicité régionale à travers les études menées par les centres de recherche qui s'appuient sur les enregistrements des séismes locaux mais aussi sur des études sismotectoniques, sur la paléosismicité ou encore sur la sismicité historique. Cette connaissance permet de caractériser l'intensité des séismes susceptibles d'affecter le territoire, ainsi que leur récurrence. Un programme national de sensibilisation et d'incitation à la prise en compte de ce risque, le « Plan séisme » a été mis en œuvre sur tout le territoire de 2005 à 2010. Il a été suivi de la publication en 2013 d'un cadre national d'actions (dit « CAPRIS ») qui définit les orientations nationales en matière de prévention du risque sismique en France sur une période de 5 ans (2013-2017). Ce plan a été décliné en 2015 au niveau régional au travers d'un cadre d'actions spécifique pour la période 2015-2018.

Le cadre d'actions régional pour la prévention du risque sismique s'articule autour de quatre orientations opérationnelles :

- → Orientation S.1 : Caractériser l'aléa sismique local sur les territoires à enjeu et aider à la hiérarchisation des actions de prévention
- → Orientation S.2 : Évaluer et réduire la vulnérabilité des ouvrages stratégiques
- → Orientation S.3 : Favoriser la construction parasismique et la réduction de la vulnérabilité
- → Orientation S.4 : Sensibiliser au risque sismique et se préparer à une crise

Sur le département des Alpes-de-Haute-Provence, l'audit de la vulnérabilité sismique de nombreux bâtiments et d'ouvrages d'art fera l'objet d'études prochaines, afin de caractériser leur vulnérabilité et d'envisager leur renforcement.

L'information de la population

Le préfet et le maire partagent les actions d'information préventive, semblables pour tous les risques, destinées aux citoyens, aux scolaires, aux professionnels.

L'analyse de toutes les catastrophes observées dans le monde confirme qu'une sensibilisation et une bonne information de la population sur le risque et les précautions à prendre permettent de réduire sensiblement le nombre de victimes et l'ampleur des dégâts. Cette action est d'autant plus importante que la faible occurrence des séismes dans notre région ne permet pas d'imprégner les mémoires.

La maîtrise de l'urbanisation

L'action sur le bâti demeure l'axe principal de la politique de prévention en matière de séisme : il s'agit d'appliquer les règles parasismiques dans la construction des bâtiments neufs et dans le renforcement des bâtiments existants. Il est possible de construire un bâtiment de manière à ce qu'il ne s'effondre pas en cas de séisme. La construction parasismique reste le moyen de prévention le plus efficace de se protéger contre les séismes. La politique française de prévention du risque sismique est basée principalement sur la réduction de la vulnérabilité du bâti. Elle comprend aussi des actions

relatives à l'information de la population, l'amélioration des connaissances sur le risque sismique, l'aménagement du territoire et la préparation à la gestion de crise. Chacun est concerné par le risque sismique; il est de son droit et de son devoir de s'informer sur les dangers encourus sur ses lieux de vie. Chacun doit prendre en compte les règles parasismiques pour construire ou renforcer son habitation afin de protéger sa vie et celle de sa famille.

Des règles de construction spécifiques doivent être appliquées

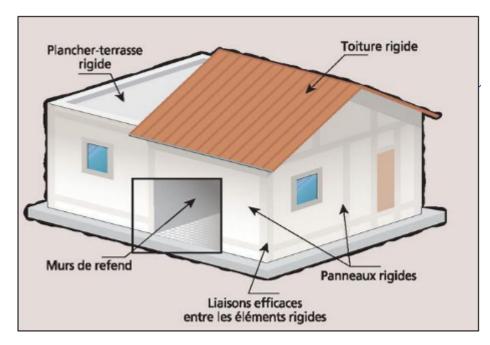


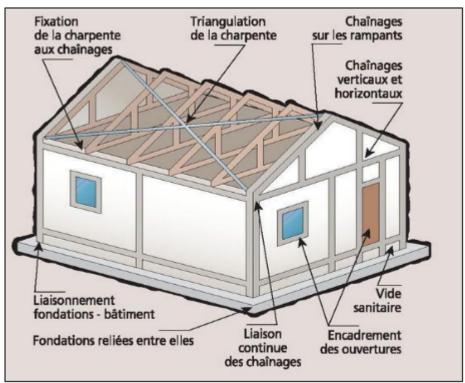
enzone sismique. En France métropolitaine, il n'est pas interdit de construire en zone sismique. Il est cependant obligatoire de respecter les règles de construction qui définissent, par zone, en fonction de la commune, de la nature du sol et de l'importance du bâtiment, l'accélération à prendre en compte, ainsi que les règles de construction correspondantes. Ces règles s'appliquent sur tout le territoire français. Les règles de construction ne sont pas dictées par le PLU.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) fixe uniquement les règles d'urbanisme applicables sur le territoire de la commune, telles que l'autorisation ou l'interdiction de construire, l'occupation maximale du sol, l'implantation des bâtiments. Il ne peut en aucun cas édicter des normes de construction. Lorsqu'un PPR a été approuvé, il est annexé au PLU afin de rendre cette servitude d'utilité publique opposable aux tiers. Les Plans de Prévention des Risques sismiques (PPRS) constituent un outil pour réduire le risque sismique sur le territoire. Ils viennent compléter la réglementation nationale en affinant à l'échelle d'un territoire la connaissance sur l'aléa (microzonage) et les enjeux.

Les normes parasismiques fixent les niveaux de protection requis en fonction de la région et du type de bâtiment. Elles visent à garantir qu'un bâtiment ne s'effondrera pas sur ses occupants en cas de secousse sismique. Des règles spécifiques sont appliquées pour les bâtiments et infrastructures particuliers tels que les barrages, les centrales nucléaires ou les industries à risque (type Seveso).

L'application des règles de construction parasismique s'impose, selon le zonage sismique de la France, pour les constructions neuves mais également pour les constructions existantes en fonction de la nature des travaux prévus sur ces ouvrages.







Nucléaire

L'exploitation de ces installations est réglementée

Les autorisations d'implantation et d'exploitation sont délivrées par décret. L'aménagement autour de l'installation est maîtrisé: par exemple aucune industrie ajoutant un risque dans les environs du site n'est autorisée. Des prélèvements périodiques d'eau, de végétaux, de lait, permettent de contrôler la radioactivité, les rejets sont surveillés en permanence. Les règles d'exploitation minimisent la probabilité qu'un accident majeur ne survienne: le personnel reçoit une formation initiale et continue à la sécurité; le contrôle de l'installation est continu, sa maintenance est régulière.

Des plans d'urgence sont élaborés pour parer à un accident

Pour les accidents susceptibles de se produire dans l'enceinte de l'installation, c'est l'exploitant qui élabore et met en œuvre son Plan d'Urgence Interne.

Si l'accident menace d'avoir des répercussions en dehors du site, le préfet déclenche le Plan Particulier d'Intervention (PPI). À partir de l'étude de dangers, le scénario accidentel le plus pénalisant dimensionne son périmètre d'application : zone maximale où les effets seraient ressentis. Dans cette zone, les populations doivent appliquer les consignes de sauvegarde dès l'alerte. Des simulations permettent d'en vérifier l'efficacité.

Les sapeurs-pompiers assurent un balisage de la zone contaminée. Un compte rendu est adressé au Centre Opérationnel Départemental d'Incendie et de Secours (CODIS) qui alerte le Commissaire à l'Energie Atomique. Celui-ci peut intervenir avec ses propres équipes si nécessaire. Des cellules mobiles d'intervention radiologique, dépendantes du Service Départemental D'Incendie et de Secours (SDIS) peuvent également être dépêchées sur les lieux. Elles ont un rôle de détection de la contamination et de protection.

Pour le CEA Cadarache et le complexe nucléaire du Tricastin, les périmètres des PPI sont de 5 km de rayon autour du Centre pour l'évacuation et 10 km pour l'absorption des comprimés d'iode.

Des mesures de précaution pour réduire la vulnérabilité au risque nucléaire

Le principal contaminant des rejets serait l'iode radioactif (l 131). À titre préventif, des comprimés d'iode stable ont été distribués à plusieurs reprises à la population habitant dans le rayon de cinq kilomètres des PPI. Des boites de comprimés d'iode sont également en dépôt, selon les zones concernées, dans les collectivités (collège, entreprises), dans les centres hospitaliers et les pharmacies à proximité des centrales nucléaires. En cas d'accident nucléaire majeur, une distribution serait effectuée à la population concernée.

population concernée.
Ces comprimés empêchent l'incorporation de l'iode radioactif et protègent la thyroïde. Ils ne doivent être absorbés que sur ordre du préfet, transmis par la radio.

Comment la population est-elle informée sur le risque nucléaire ?

De même qu'autour des sites « SEVESO », les populations riveraines des INB reçoivent, tous les cinq ans, une information spécifique avec diffusion d'une brochure sur les risques encourus et les consignes pour s'en préserver, financée par les exploitants, sous contrôle du préfet.

Comme les sites Seveso, les INB disposent d'instances de concertation et d'information. Elles sont appelées Commissions Locales d'Information (CLI). Celles-ci sont composées d'élus, de représentants des organisations syndicales et agricoles, de personnalités qualifiées, de représentants des associations et des médias. Elles peuvent émettre des observations pour améliorer la prévention, former les salariés et informer le public.

Des actions de sensibilisation spécifiques sont aussi menées dans le milieu scolaire (voir détail introduction p XX). Le grand public peut également s'informer par Internet sur le site http://www.asn.fr.

Des exercices nucléaires nationaux organisés par l'Autorité de Sûreté, simulant un accident sur une INB, donnent à la population riveraine l'occasion de se familiariser avec le déclenchement du PPI (sirènes d'alerte, consigne de confinement, barrages routiers, etc.) et de tester ses réflexes de sauvegarde. Ce fut le cas autour du CEA Cadarache en 1996, 1999, 2002, janvier 2006. Pour le complexe nucléaire du Tricastin, l'exercice le plus récent a été effectué le 27 septembre 2007.





PLINIUS simul-corium

Nucléaire

La réglementation impose aux exploitants nucléaires la déclaration du moindre incident

L'autorité de sûreté nucléaire qualifie le niveau de gravité d'après l'Echelle Internationale des Evènements Nucléaires (INES). Cette information fait systématiquement l'objet d'un communiqué de presse.



L'alerte et les secours

L'alerte est donnée par un signal sonore constitué de trois sonneries montantes et descendantes de chacune une minute (voir p119). Elle peut aussi être relayée par des véhicules munis de haut-parleurs et transmettant un message ou des consignes complémentaires (telles que restriction de consommation de certains aliments, etc.). Les plans d'urgence (PUI et PPI) élaborés au préalable sont déclenchés selon le périmètre de l'accident (voir détail « plans d'urgence » p 119 de ce chapitre).

les consignes individuelles de sécurité

1 Mettez-vous à l'abri

2 Ecoutez la radio

3 Respectez les consignes

Avant

Informez-vous sur les consignes de sécurité et le signal d'alerte (voir p 119) DÈS LE SIGNAL D'ALERTE, METTEZ-VOUS A L'ABRI DANS LE BATIMENT LE PLUS PROCHE

et suivez les consignes de sécurité diffusées par les autorités (radio, TV, radio maritime)

Fermez les portes et fenêtres puis éloignez-vous en,

Arrêtez la ventilation mécanique, sans pour autant obstruer les prises d'air correspondantes,

Ne cherchez pas à rejoindre les membres de votre famille (ils sont eux aussi protégés),

Ne téléphonez pas,

Ne sortez qu'en fin d'alerte ou sur ordre d'évacuation,

N'utilisez pas votre voiture,

Jusqu'à indication contraire, vous pouvez consommer l'eau du robinet (prévoir tout de même des réserves d'eau embouteillée et des provisions entreposées chez vous)

Ne cueillez pas les fruits et légumes du jardin.

Pendant

- Suivez absolument les consignes,
- → Si vous êtes impérativement obligé de sortir, protégezvous puis débarrassezvous le plus possible des poussières radioactives avant de rejoindre la pièce servant d'abri. Dès l'entrée dans le local, lavez-vous les parties apparentes du corps et changez de vêtements (utilisez le point d'eau le plus proche afin d'éviter de disperser des poussières radioactives).

Après

- → Vous serez informés des mesures à prendre pour vous, votre famille et vos biens, par la radio,
- Si une évacuation était décidée par les autorités, prenez les moyens de transport prévus pour votre transfert vers des lieux d'hébergement,
- Les comprimés d'iode ne doivent être absorbés que sur consigne du préfet.

LE PREFET PEUT AUSSI DECIDER DE VOTRE EVACUATION. CES MESURES SERONT PRECEDEES D'UNE MISE A L'ABRI A DOMICILE AFIN DE PERMETTRE A VOTRE FAMILLE DE SE REGROUPER AVANT L'EVACUATION.

Arrêté préfectoral

Annexes



PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

DIRECTION DES SERVICES DU CABINET Service Interministériel de Défense et de Protection Civile Digne les Bains, le 2 4 JAW. 2017

ARRÊTE PRÉFECTORAL N° 2017-024 - 001. relatif au droit à l'information du public sur les risques majeurs.

Le Préfet des Alpes-de-Haute-Provence Chevalier de la Légion d'honneur, Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles article L.125-2 et R125-10 et R125-11;

VU le code Minier, notamment l'article L 174-5;

VU l'arrêté préfectoral Nº 2009-1681 du 7 août 2009 relatif au droit à l'information du public sur les risques majeurs.

SUR proposition du directeur des services du cabinet ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'information du public sur les risques majeurs auxquels il est susceptible d'être exposé dans le département des Alpes-de-Haute-Provence, est consignée dans le dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM) établi par le préfet.

ARTICLE 2 : Cette information sera complétée par le document communal d'information sur les risques majeurs (DICRIM) librement consultable par les citoyens auprès des mairies.

ARTICLE 3: La liste des communes du département des Alpes-de-Haute-Provence où doit s'appliquer le droit à l'information du public sur les risques majeurs, conformément à l'article R-125-10 du Code de l'environnement, fait l'objet d'un tableau des risques naturels et technologiques annexé au présent arrêté.

ARTICLE 4: L'arrêté préfectoral 2009-1681 du 7 août 2009 sus-nommé est abrogé.

ARTICLE 5: La Secrétaire générale de la préfecture, le Directeur des services du cabinet, les Sous-Préfets des arrondissements de Forcalquier, Castellane et Barcelonnette, les Chefs des services départementaux et les Maires du département des Alpes-de-Haute-Provence, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et disponible sur le site Internet de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence.

Tableau des risques naturels, miniers et technologiques majeurs identifiés dans les Alpes-de-Haute-Provence

Annexes

Annexe à l'arrêté préfectoral N° 2017-024-001

	Risques naturels			Risques	Risques technologiques								
Communes	Inondation	Mouv. terrain	Mouv. terrain Argiles	Sismique	Avalanches	Feu de forêt	Miniers	Industriel	TMD	Barrage	Nucléaire	PCS	DICRIM
Commonos	Présence	Présence	Présence	Présence	Présence	Présence	Présence	Présence	Présence	Présence	Présence	rts	DICKIM
AIGLUN	A 22/05/06	A 22/05/06	A 22/05/06	A 22/05/06					R+F+C				
ALLEMAGNE-EN-PROVENCE	A 31/12/13	A 31/12/13	A 31/12/13	A 31/12/13		A 31/12/13			R				
ALLONS	étude	étude	étude	D									
ALLOS	A 17/09/98	A 17/09/98	A 17/09/98	D	A 17/09/98					1			
ANGLES	étude	étude	étude	D					R				
ANNOT	A 17/10/13	A 17/10/13		A 17/10/13					R				
ARCHAIL				D									
AUBENAS-LES-ALPES			A 21/11/16	D									
AUBIGNOSC	01/04/61-PSS			D					R+F+C	1			
AUTHON				D									
AUZET				D									
BANON				D									
BARCELONNETTE	A 08/12/09	A 08/12/09	A 08/12/09	A 08/12/09	A 08/12/09				R				
BARLES				D									
BARRAS				D									
BARREME	étude	étude	étude	D					R				
BAYONS				D									
BEAUJEU				D					R				
BEAUVEZER	A 12/02/07	A 12/02/07	A 12/02/07	D	A 12/02/07								
BELLAFFAIRE				D									
BEVONS	étude	étude	étude	D									
BEYNES			A 01/03/13	D					R				
BLIEUX	étude	étude	étude	D									
BRAS-D'ASSE				D					R				
BRAUX	étude	étude	étude	D									
BRILLANNE (LA)	01/04/61-PSS			D		étude			R+F	1			
BRUNET				D									
BRUSQUET (LE)				D					R				
CAIRE (LE)				D									
CASTELLANE	A 27/09/05	A 27/09/05	A 27/09/05	D					R	1			
CASTELLARD-MELAN (LE)				D									
CASTELLET (LE)	P 24/06/09	P 24/06/09	P 24/06/09	P 24/06/09		étude							
CASTELLET-LES-SAUSSES	étude	étude	étude	D					R				
CERESTE			A 21/11/16	D		étude			R				
CHAFFAUT-SAINT-JURSON (LE)	A 29/03/04	A 29/03/04	A 29/03/04	D					R				
CHAMPTERCIER	A 24/09/08	A 24/09/08	A 24/09/08	A 24/09/08									
CHATEAU-ARNOUX-SAINT-AUBAN	A 06/11/13 M 30/08/16	A 06/11/13 M 30/08/16	A 06/11/13 M 30/08/16	A 06/11/13 M 30/08/16				P 07/02/11 ARKEMA	R+F+C	1			
CHATEAUFORT				D									
CHATEAUNEUF-MIRAVAIL	étude	étude	étude	D									
CHATEAUNEUF-VAL-SAINT-DONAT			A 01/03/13	D					С				
Plan de prévention des risques :			:					<u> </u>					

 $\begin{array}{lll} Plan \ de \ prévention \ des \ risques: \\ A: \ Approuvé & P: \ Prescrit & M: \ Modifié \\ PSS: & Plan \ de \ Surface \ Submersible \ valant \ PPR \\ GEO: & PPRT \ Géosel \ Géométhane \\ TMD: & R: \ routier - F: \ ferré - C: \ canalisations \\ D: & Décret \ 2010 \ -1254 \ du \ 22 \ octobre \ 2010 \end{array}$

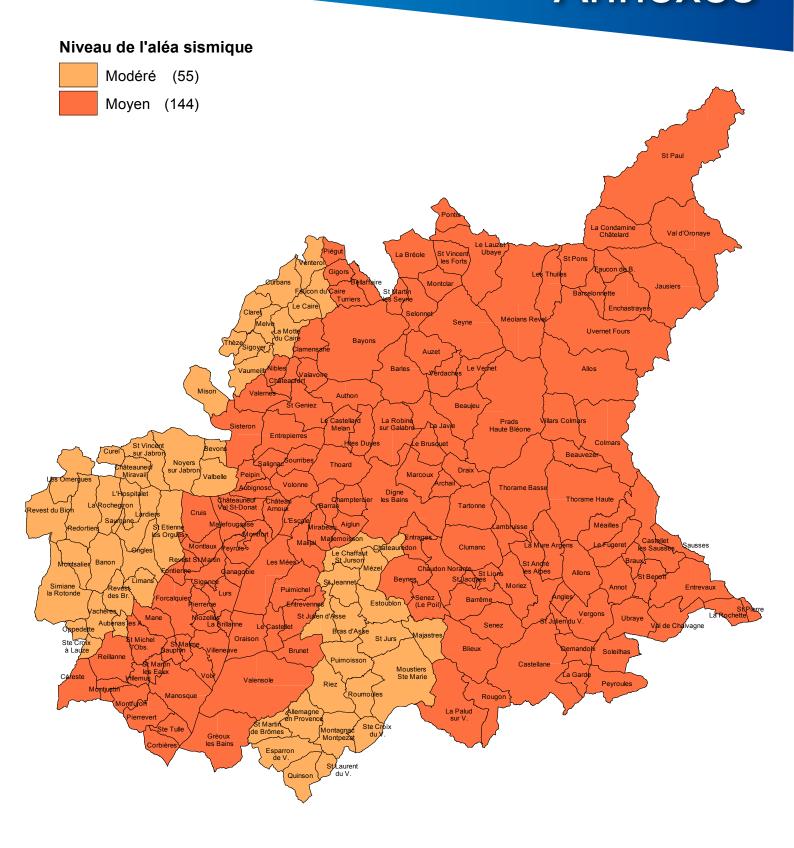


Feu de forêt : Léger
Notable
Important
Sismicité : Modéré
Moyen

Autres risques : Présence de risque étude Risque identifié par une étude A Risque identifié par un PPR A P Risque identifié par un PPR P

PPRN monorisque RGA approuvé Retrait Gonflement des Argiles (RGA) Aléa moyen à fort La Condamine Carte actualisée Val d'Oronaye St Vincent les Forts) au 15 octobre 2016 Fauson de B. St Pons Montcla St Martin les Seyne Méolans Revel Enchastray Seyne Uvernet Fours Bayons Allos Barles Author La Robi Villars Beauvezer Marcoux Thorame Haute Revest du Bion Val de Blieux Castellane Rougon

Sources: IGN BD CARTO_ PREF/DDT PPR 2016 - BRGM RGA 2006 Réalisation DDT/SUCT/PCAT/CC - Carte 10/2016



Sources : IGN BD CARTO_ PREF/DDT Décret 2010-1255 du 22/10/2010 Réalisation DDT/SUCT/PCAT/CC - Carte 09/2016

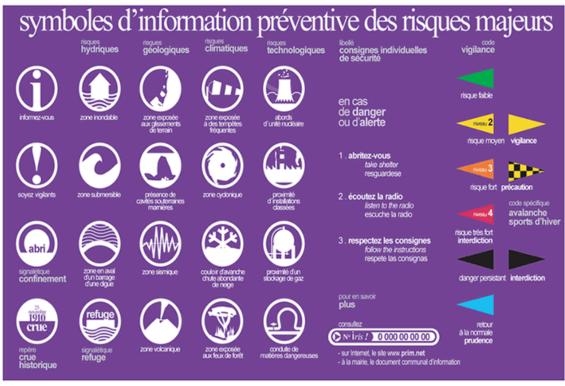
Sigles et Abréviations

AZI	Atlas des Zones Inondables
ANENA	Association Nationale pour l'Étude de la Neige et des Avalanches
APIC	Avertissement sur les Pluies Intenses à l'échelle des Communes
ARIA	Analyse Recherche et Information sur les Accidents
ARS	Agence Régionale de la Santé
BARPI	Bureau d'Analyse des Risques et des Pollutions Industrielles
BCSF	Bureau Central de la Sismicité Française
BRGM	Bureau des Recherches Géologiques et Minières
CCFF	Comité Communal Feu de Forêt
CENALT	CEntre National d'Alerte aux Tsunamis
CEPRI	Centre Européen de Prévention du Risque Inondation
CEREMA	Centre d'Études et d'expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement
CGCT	Code Général des Collectivités Territoriales
CLIC	Comité Local d'Information et de Concertation
CLPA	Carte de Localisation de Phénomènes d'Avalanche
CMIR/SE	Centre Météorologique Inter-RÉgional/Sud-Est
CNEV	Centre National d'Expertise sur les Vecteurs
COD	Centre Opérationnel Départemental
CSS	Commission de Suivi de Site (pour les installations SEVESO « seuil haut »).
СТРВ	Centre Technique Permanent des Barrages
DDTM	Direction Départementale des Territoires et de la Mer
DDRM	Dossier Départemental des Risques Majeurs
DICRIM	Document d'Information Communal sur les RIsques Majeurs
DGPR	Direction Générale de la Prévention des Risques
DTA	Directive Territoriale d'Aménagement
DREAL	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
EID	Entente Interdépartementale pour la Démoustification
ERP	Établissement Recevant du Public
IAL	Information Acquéreur Locataire
ICPE	Installation Classée Pour l'Environnement
INB	Installation Nucléaire de Base (INBS pour les INB Secrètes)
INERIS	Institut National de l'Environnement et des RISques
IRSTEA	Institut national de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture
MEEM	Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer
MSK	Medvedev, Sponheuer, Karnik, échelle d'intensité sismique
ONERC	Observatoire National des Effets du Réchauffement Climatique

ONF	Office National des Forêts
ORSEC	Organisation de Réponse de SÉcurité Civile
PAC	Porter A Connaissance
PAPI	Programme d'Action de Prévention des Inondations
PCO	Poste Commandement Opérationnel
PCS	Plan Communal de Sauvegarde
PDPFCI	Plan Départemental de Protection de la Forêt Contre les Incendies
PFMS	Plan Familial de Mise en Sûreté
PHEC	Plus Hautes Eaux Connues
Plan	Plan déclenché par le préfet pour porter secours
NOVI	à de nombreuses victimes
PLU	Plan Local d'Urbanisme
PMD	Plan Marchandise Dangereuse
POI	Plan d'Opération Interne
POS	Plan d'Occupation des Sols
PPI	Plan Particulier d'Intervention
PPMS	Plan Particulier de Mise en Sûreté (école, collège, lycée, ERP)
PPR	Plan de Prévention des Risques. PPRN - risques naturels prévisibles ; PPRT - risques technologiques
PSI	Plan de Surveillance et d'Intervention
PSS	Plan de Secours Spécialisé
RCSC	Réserve Communale de Sécurité Civile
RD	Route Départementale
RN	Route Nationale
RTM	Service de Restauration des Terrains de Montagne
RHYTMME	Montagne et MEditerranéen
SDIS	Service Départemental d'Incendie et de Secours
SCHAPI	Service Central d'Hydrométéorologie et d'Appui à la Prévision des Crues
SCOT	Schéma de COhérence Territoriale
SDACR	Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques
SEVESO	Directive européenne qui réglemente les installations industrielles à risques et, par extension, appellation de ces installations
SIDPC	Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles
SNGRI	Stratégie Nationale de Gestion des Risques d'Inondation
SPC	Service de Prévision des Crues
TIM	Transmission d'Information au Maire
TMD	Transport de Matières Dangereuses
TRI	Territoire à Risques importants d'Inondation

Symboles pour l'affichage des risques naturels et technologiques





Sites internet

Sites Généralistes

Préfecture des Alpes de Haute-Provence http://www.alpes-de-haute-provence.gouv.fr

Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDISO4) http://www.sdisO4.fr/

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL PACA)

http://www.developpement-durable.gouv.fr

Direction Départementale s des Territoires des Alpes de Haute-Provence (DDT04)

http://www.alpes-de-haute-provence.equipement.gouv.fr

Office National des Forêts http://www.onf.fr

Agence régionale de la santé (ARS)

http://www.ars.sante.fr

Service public de l'accès au droit www.legifrance.gouv.fr

Ministère de l'intérieur http://www.interieur.gouv.fr

Météo France www.meteofrance.com

La prévention des risques majeurs http://www.prim.net > moi, face aux risques

Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer http://www.developpement-durable.gouv.fr

Centre d'information du public pour la prévention des risques industriels et la protection de l'environnement (Cyprès)

http://www.cypres.org

Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) www.brgm.fr

Observatoire régional des Risques Majeurs http://observatoire-regional-risques-paca

Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture (IRSTEA) http://www.irstea.fr

Institut National de l'Environnement industriel et des Risques (INERIS) www.ineris.fr Caisse centrale de réassurance www.ccr.fr

Agence régionale de la santé (ARS) http://www.ars.paca.sante.fr



Mouvement de terrain

Vigilance météorologique

http://vigilance.meteofrance.com

http://www.vigicrues.gouv.fr http://www.meteorage.fr

Numéro de vigilance Météo France : 05 67 22 95 00 (bulletins nationaux vocalisés) à partir du niveau de vigilance orange

Site internet : vigilance.meteofrance.com Numéro vert canicule : 0 800 06 66 66 Compte Twitter @ViaiMeteoFrance

Applications mobiles Météo France sur IOS, androïde et tablette

Base de données nationale sur les mouvements de terrain www.georisque.gouv.fr

Base de données sur le phénomène retrait-gonflement http://www.argiles.fr



Sismicité historique en France métropolitaine www.sisfrance.net

Réseau sismologique des Alpes http://sismalp.obs.ujf-grenoble.fr

Réseau national de surveillance sismique

http://renass.unistra.fr

Bureau Central Sismologique Français

www.franceseisme.fr

Association française du génie parasismique

www.afps-seisme.forg

Le plan séisme-le site internet de la préfecture du risque sismique

http://www.planseisme.fr

Didacticiel de la règlementation parasismique http://www.planseisme.fr/-Didacticiel-.htlm



Le risque avalanche http://www.prim.net

Mieux connaître les avalanches, Conseils pour construire en montagne

http://www.avalanches.fr

Ma commune face au risque

http://www.prim.net

Anena, statistique avalanches, consignes individuelles de sécurité

http://anena.org



Office national des forêts http://www.onf.fr

Délégation à la Protection de la Forêt Méditerranéenne www.dpfm.fr

Prométhée, base de données des incendies de la forêt méditerranéenne

www.promethee.com

Observatoire de la forêt méditerranéenne www.ofme.org

Documents de sensibilisation, test de débroussaillement www.entente-valabre.com

Climatique

Centre national de recherche météorologique http://www.cnrm.meteo.fr

Mission interministérielle de l'effet de serre (MIES) http://www.effet-de-serre.gouv.fr.fr

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)

http://www.ademe.fr

🕡 Risques miniers et carrière

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL PACA)

www.paca.developpement-durable.gouv.fr

Mémento du Maire et des élus http://www.mementodumaire.net

Observatoire permanent des catastrophes naturelles et des risques naturels

http://www.catnat.net/

Gouvernement prévention des risques http://www.gouvernement.fr/risques/risque-minier

Industriels

Bureau d'analyses des risques et pollutions industrielles (BARPI)

http://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/
INERIS maîtriser le risque pour un développement durable
http://www.ineris.fr/

Transport de matières dangereuses

Canalisation Fos-Berre www.canafb.com

Observatoire Régional des Transports PACA www.ort-paca.fr

Protocole TRANSAID

http://uic.fr/Activites/Infrastructures-transports/TRANSAID

Groupement CanaFB http://www.canafb.com

Rupture de barrage

Comité Français des Barrages et Réservoirs (CFBR) www.barrages-cfbr.org

Nucléaires

CEA Cadarache

http://www-cadarache.cea.fr/

Que faire en cas de crise

http://www.asn.fr/

Information sur les pollutions radioactives de l'environnement et des produits alimentaires : Commission de Recherche et d'Information Indépendante sur la Radioactivité (CRIIRAD)

http://www.criirad.com

EDF, centrale de Pierrelatte-Tricastin http://nucleaire.edf.fr

Où vous adresser

Sites Généralistes

- → Les mairies du département des alpes de Haute-Provence
- Préfecture des Alpes de Haute-Provence

 8, rue du Docteur-Romieu 04016 Digne-les-Bains Cedex Tél. 04 92 36 72 00
- → Sous-préfecture de Castellane
 Notre Dame 04120 Castellane Tél. 04 92 83 15 50
- → Sous-préfecture de Barcelonnette

 16, allée des Dames 04400 Barcelonnette Tél. 04 92 80 76 00
- → Sous-préfecture de Forcalquier

 Place Martial-Sicard 04300 Forcalquier Tél. 04 92 75 75 00
- → Direction Départementale des Territoires (DDT 04)

 Avenue Demontzey CS 10211 04002 Digne-les-Bains Cedex Tél. 04 92 30 55 00
- → Service départemental d'Incendie et de Secours des Alpes de Haute-Provence

93, avenue Henri-Jaubert - BP 9008 - 04990 Digne-les-Bains Cedex 9 - Tél. 04 92 30 89 00

- → Agence Départementale de l'Office National des Forêts

 1, allée Fontainiers 04000 Digne-les-Bains Tél. 04 92 31 28 66
- > Service de Restauration des Terrains en mpntagne 7, rue Monseigneur-Meirieu - 04000 Digne-les-Bains - Tél. 04 92 32 62 00
- → Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL PACA)

Pour des informations sur le contrôle des Installations Classées : Zl Saint-Joseph 04100 Manosque - Tél. 04 92 71 74 00

Pour le suivi des grands barrages, des cavités souterraines, des transports ou pour toute autre question : 16, rue Zattara - CS 70248 - 13331 Marseille cedex 3

Édition interne :

Préfecture et DDT

Conçu et réalisé par :

Préfecture et DDT

Photos et illustrations :

Préfecture, DDT, DREAL, SRTM, ONF, MEEM, SDIS 04, Sanofi, Arkema, Météo France.

Cartographie:

DREAL, DDT, BRGM, EDF, IGN

Toutes photos, illustrations et cartes :

Droits Réservés.